

Immigration, intégration, islam : là où le fossé gauche-droite se réduit, là où il se creuse dans l'opinion



Depuis les attentats perpétrés par les frères Kouachi et Medi Coulibaly au non de l'islam, la place de cette religion au sein de la république française suscite des débats, au point de remettre en cause des certitudes pourtant bien ancrées dans certains électorsats.

Avec Bruno Cautrès

Atlantico : En octobre 2013, [un sondage de l'Ifop, réalisé pour le journal Valeurs Actuelles](#), rapportait que seuls 37% des Français considéraient l'immigration comme "une chance pour la France", soit une chute de 12 points par rapport à une enquête précédente, datée de février 2007. On peut se demander si une nouvelle enquête aujourd'hui ne verrait pas une chute encore plus grande, tant le débat sur cette thématique se crispe. Ces dernières années le positionnement des Français sur l'immigration évolue-t-il de plus en plus vers le rejet ?

Bruno Cautrès : Ces chiffres ne sont pas surprenants. Ils viennent en écho d'autres données disponibles. L'enquête de l'IFOP de 2013 montre en effet un recul important des opinions favorables à l'immigration : non seulement sur l'opinion selon laquelle l'immigration est une chance pour la France mais également sur l'opinion selon laquelle "on en fait plus pour les immigrés que pour les Français" : on passe de 40% qui pensent cela en avril 2006 à 67% en octobre 2013.

Les données de cette enquête IFOP sont d'ailleurs largement confirmées par une enquête annuelle réalisée par la Commission nationale consultative des Droits de l'Homme (CNCDH). Les chercheurs qui travaillent sur les données de cette enquête sur plusieurs années montrent que **la tolérance pour les minorités ethniques ou religieuses est en recul constant depuis ces dernières années**. Dans l'édition 2013 de son rapport, ces chercheurs constatent que pour la quatrième année consécutive, "l'indice longitudinal de tolérance" qu'ils ont élaboré est en recul. La valeur de cet indice qui synthétise de très nombreuses mesures d'opinion est en recul de 12 points entre 2009 et 2013. Le retour des préjugés à l'encontre de ces minorités touche certains groupes davantage que d'autres. **Dans les données de ces enquêtes, les évolutions vers moins de tolérance touchent plus particulièrement les musulmans et les Maghrébins**. La tolérance à l'égard de ces deux groupes est la moins forte en 2013 (à l'exception des Roms). Sur dix indicateurs utilisés dans cette enquête pour construire une échelle de mesure de l'ethnocentrisme, tous connaissent entre 2009 et 2013 des évolutions fortes vers moins de tolérance : ainsi alors qu'en 2009 33% des personnes interrogées se déclaraient en désaccord avec l'opinion selon laquelle Il faudrait donner le droit de vote aux élections municipales pour les étrangers non européens résidant en

France depuis un certain temps, ils sont 63% en 2013. De même est-on passé de 46% qui considèrent "qu'il y a trop d'immigrés aujourd'hui en France" à 75%. Cette évolution est d'ailleurs confirmée par les données du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF : l'opinion selon laquelle il y a trop d'immigrés en France est passée de 49% en décembre 2009 à 67% en décembre 2014 dans ce baromètre. Il faut noter que si l'évolution récente des dernières années vers moins de tolérance vis-à-vis des immigrés et des Maghrébins est importante, elle traduit également l'évolution générale vers moins de tolérance qui concerne également les juifs ou les autres groupes ethniques mais dans une moindre ampleur.

1. □
2. **Lors d'un sondage réalisé par BVA en octobre 2013 pour i>Télé et Le Parisien, 72% des Français affirmaient qu'il fallait réformer l'acquisition automatique de la nationalité pour un enfant né en France de parents étrangers, soit notre version du droit du sol. L'année d'avant avaient lieu les attentats de Mohammed Merah, un Français né de parents étrangers. Peut-on penser que cela influait sur les réponses ? Dans ce cas-là, on peut se douter des réponses après les récents attentats ...**

Il est vraisemblable que les mesures d'opinion vont enregistrer l'effet de l'onde de choc qui vient de se produire dans la conscience collective des Français. Ce que nous venons de vivre ne peut pas ne pas avoir d'effet en matière de perceptions subjectives et de représentations sociales. Le choc est profond, on peut parler d'un traumatisme national de grande ampleur, le type de séquence historique qui se traduit dans les mémoires et consciences collectives sur un moyen, voire long terme. Il faut néanmoins remarquer que les Français sont attachés à l'idée selon laquelle être Français c'est d'abord respecter le "pacte républicain". **En 2008 (dans le monde de l'avant janvier 2015), l'enquête European Values Study réalisée en France montrait que si à peine la moitié des répondants déclarait important d'avoir des origines françaises pour être français, 98 % des personnes interrogées considéraient qu'être français c'était avant tout le respect la loi et des institutions françaises.** En fait, seules des données longitudinales et donc répétées dans le temps vont nous permettre de comprendre si l'onde de choc dans l'opinion des attentats terroristes de janvier 2015 aura un effet durable ou pas et laissera sa trace dans les représentations collectives. Cette hypothèse ne me semble pas la moins probable.

1. **Le clivage gauche-droite n'existe plus aujourd'hui, c'est du moins une opinion répandue en France. On peut penser que certains sujets restent pourtant clivants, parmi eux l'immigration, l'intégration des étrangers, musulmans notamment. Dans un sondage de l'Ifop, réalisé début janvier pour Atlantico, on constate que 85% des électeurs de gauche affirment qu'il ne faut pas faire d'amalgames entre musulmans et islamistes. A droite le résultat est plus mitigé : près de la moitié des sondés pensent que l'islam représente une menace. Qu'est-ce que cela révèle ?**

Le clivage gauche-droite perdure malgré les discours réguliers qui annoncent sa fin ou son dépassement. Sous le double effet de la crise économique durable et de l'ouverture internationale et européenne de nos sociétés, ce clivage a subi des évolutions mais il continue de fortement imprimer sa marque sur les opinions et attitudes politiques. **Si l'on constatait il y a une vingtaine d'années une relative indépendance entre un clivage gauche-droite centré sur les questions économiques et un clivage culturel centré sur les questions de société et de tolérance, on a vu plus récemment ces deux dimensions se rapprocher** : certes il existe bien des "ouverts" et tolérants de gauche comme de droite, mais on a constaté, comme les données de l'enquête IFOP que vous citez le montrent, que la tolérance culturelle est davantage partagée à gauche qu'à droite. Les sympathisants ou électeurs de la droite sont néanmoins beaucoup plus tolérants culturellement que ceux du FN. Les données que vous citez montrent que la question de l'immigration est une question qui travaille, divise en partie et préoccupe beaucoup l'électorat de la droite.

Il faut néanmoins prendre en compte d'autres effets. Une autre logique d'évolution des opinions vis-à-vis de l'immigration et des minorités ethniques consiste dans ce que les chercheurs dénomment un effet "thermostatique", effet lié aux alternances entre la gauche et la droite. L'opinion réagit comme un thermostat au contexte politique : selon que le gouvernement est de gauche ou de droite, les évolutions des opinions en matière de tolérance sont à la hausse ou à la baisse. Lorsque c'est la droite qui gouverne, la tolérance augmente en moyenne et inversement lorsque c'est la gauche qui gouverne (comme aujourd'hui), la tolérance recule en moyenne.

1. **Le clivage est parfois flou, en janvier 2013, l'Ifop réalise un sondage pour Le Monde, où il apparaît que 74% des sondés pensent que l'islam n'est pas compatible avec la société française. Une réponse approuvée, sans surprise, par 94% des électeurs FN, 81% des électeurs UMP, mais également 59% des sympathisants PS, et 67% de ceux du Front de Gauche. La gauche "dure" est souvent très attachée au principe de laïcité. Avec la cristallisation du débat sur l'intégration autour de l'Islam, peut-on s'attendre à un nivellement de l'opinion ?**

Effectivement, on constate que sur certains points la logique de la tolérance culturelle à gauche connaît de nouvelles limites ou ambivalences. On constate certaines formes de recul des opinions favorables à la tolérance culturelle vis-à-vis des autres religions, l'islam notamment, dans certaines franges de l'électorat de gauche, où les valeurs de l'ouverture culturelle sont pourtant fortes. Le fort attachement des électeurs de gauche aux grands principes de la laïcité et de l'égalité hommes-femmes vient sans doute nourrir des représentations ambivalentes et contradictoires à propos de l'islam.

